

## Ma Région juin 2010 – Crise financière

Résister à l'économie punitive.

La crise financière actuelle démontre que notre système économique n'est pas au service de l'intérêt collectif. Au contraire, les banques et les agences de notations sont aujourd'hui en capacité de mettre à genoux des pays entiers, aujourd'hui la Grèce, demain d'autres pays de l'Union européenne, pour les contraindre à affecter la dépense publique au remboursement de la spéculation plutôt qu'au financement de la solidarité et de l'investissement dans l'éducation et la recherche.

Ce système repose sur l'évasion fiscale dont sont complices les « paradis fiscaux ». Les collectivités doivent refuser que « les lois de l'économie », qui ne sont votées par personne, prennent le pas sur les lois et les budgets publics qui sont démocratiquement votés.

Dexia, banque spécialisée dans les emprunts aux collectivités, s'est ainsi fourvoyée en leur proposant des produits financiers « toxiques » impliquant les paradis fiscaux. Choisir avec soin ses partenaires financiers, devient, dans ce contexte, pour chaque collectivité, un choix politique de première importance. Europe Ecologie préconise de privilégier des établissements coopératifs éthiques ou dont l'objet social est l'intérêt général. Une banque ayant recours à des produits domiciliés dans les paradis fiscaux devrait être exclue de la liste des partenaires financiers potentiels... de la Haute-Normandie et de toutes les autres collectivités socialement responsables !

Claude Taleb, vice-président de la commission économie-emploi